

# LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français pour la IV<sup>e</sup> Internationale

On nous annonce de nouvelles restrictions pour Avril. Les rations de pain, en particulier, seront réduites de 75 grammes par jour. N'ayons crainte, on nous expliquera cela par de nouvelles raisons « atmosphériques », aussi peu convaincantes que les autres. Ce qu'on ne pourra pas expliquer ce sera pourquoi, malgré la bonne récolte de 1941, on ne peut pas au moins maintenir les rations actuelles. Il ne faut faire nulle peine, même légère aux nazis. Et les restaurants hors classe et le marché noir doivent toujours approvisionner nos braves bourgeois.

**Contre le scandale des réquisitions! Contre le contrôle policier corrompu et véna! UNISSONS-NOUS dans les comités pour le contrôle populaire du ravitaillement!**

## RAZZIA D'ESCLAVES EN EUROPE OCCUPEE

L'impérialisme allemand s'essoufle. Après les sensationnelles victoires de 1940 et de 1941, il lui faut enregistrer des défaites partielles, mais sévères, sur le front russe. Ses succès étaient dus pour la plus grande partie à son potentiel économique exceptionnel, le premier de l'Europe. Aujourd'hui, la production allemande, ac.ue par celle des pays occupés a atteint son maximum. Ce que les maîtres du III<sup>e</sup> Reich, en prévision de l'offensive du printemps, cherchent à obtenir ce l'appareil économique allemand, ce n'est pas une augmentation de la production sur ses bases actuelles, mais une augmentation de la productivité, c'est-à-dire du rendement des usines sur de nouvelles bases plus rationnelles. On procède donc, en Allemagne, à une transformation de l'économie de guerre en portant tout l'effort du pays sur cette partie de l'industrie. Dans la *Pariser Zeitung* du 20 Janvier, sous le titre : « Une nouvelle phase de l'économie de guerre », nous trouvons ces lignes qui promettent au peuple allemand de nouvelles restrictions : « Dans une telle phase nouvelle de l'évolution de l'économie de guerre, une nouvelle restriction des biens de consommation est inévitable. Mais une autre conséquence aussi ne pourra être évitée : la suspension de l'activité d'un certain nombre d'entreprises, liée à la concentration de la production sur les entreprises les plus importantes et les mieux outillées ». Notons en passant que cette concentration de la production allemande se fera sous le contrôle, non de l'Etat, mais bien des « branches de l'économie elles-mêmes », c'est-à-dire par les capitalistes réunis en commissions. Le responsable de ce contrôle est l'un des principaux actionnaires des usines Krupp. Voilà une nouvelle et significative preuve de la lutte contre le grand capitalisme en Allemagne nazie!

Cet effort nouveau de l'impérialisme allemand se heurte dès le départ, à un obstacle des plus graves : le manque de main-d'œuvre croissant en Allemagne. En effet, et c'est toujours la *Pariser Zeitung*, cette fois du 30 Janvier, qui nous l'annonce : considérable est le nombre d'ouvriers qualifiés allemands qui partent vers le front Est.

Dans ces conditions, il ne restait plus aux maîtres allemands qu'une solution : intensifier le recrutement des travailleurs étrangers. Un chantage monstrueux se développe en Europe occupée. On n'accorde plus, ou presque plus, de matières premières aux usines, on interdit l'augmentation des salaires, parfois même on va jusqu'à les diminuer. L'ouvrier, hanté par le spectre de la misère et du chômage, se livre alors au capital allemand, quitte à construire lui-même ses propres chaînes.

La presse allemande et ses domestiques français Déat et Uchaire, nous annonce des mesures encore plus sévères si le recrutement « volontaire » ne donnait pas entière satisfaction aux « nouveaux maîtres ». N'est-il pas d'un cynisme achevé cet extrait de la *Kölnische Zeitung* du 29 Janvier : « Il faut tenir compte des particularités nationales, mais on comprend difficilement pourquoi le soldat allemand au front et le travailleur allemand à l'arrière s'imposent les plus rudes et les pires privations tandis que, quelque part dans la zone d'influence allemande, d'excellents ouvriers se livrent à des travaux qui nous paraissent par-

faitement superflus. L'adversaire d'hier n'est certes pas l'allié d'aujourd'hui, mais il n'est pas indispensible que la guerre perdue par lui lui confère une situation matérielle meilleure (sic), même dans le domaine de la main-d'œuvre, que celle de l'Allemagne elle-même. La guerre n'est plus l'affaire de l'Allemagne, mais du continent tout entier. Cette vérité a été assez souvent exprimée et il semble que l'heure est venue pour elle de s'imposer, non seulement à la direction économique, mais aussi aux services de la main-d'œuvre. S'il ne convient pas que la main-d'œuvre soit recherchée, à titre individuel, dans les territoires occupés, il ne doit pas être permis aux industries belges ou françaises, par exemple, de « stocker » artificiellement leur main-d'œuvre et de l'empêcher d'être employée là où le besoin s'en ferait réellement sentir ».

C'est prometteur. Il ne s'agit de rien de moins que de réquisitionner militairement ouvriers et personnel de maîtrise, en France et en Belgique particulièrement, puis de les expédier outre-Rhin, où ils seront employés à des travaux plus « utiles » pour la nouvelle Europe.

On nous signale d'ailleurs quelques cas de réquisitions, encore limitées. C'est, paraît-il, ces jours-ci que le fait va s'aggraver et se généraliser.

Elle est vraiment « nouvelle » cette Europe nazifiée! Certes, les « nouveaux maîtres » veulent supprimer le salariat. Mais c'est pour lui substituer l'esclavage et l'arbitraire! L'ouvrier sera enchaîné à son usine au gré des maîtres « socialistes » du III<sup>e</sup> Reich. Nous savions déjà que cela existait en grande partie pour les ouvriers d'Allemagne. Nous avons déjà connu une telle misère pendant la guerre de 1939-40. Mais cette fois il s'agit d'éloigner l'ouvrier des siens, de lui ôter ce qui faisait sa joie et sa raison de vivre. Il s'agit de l'embarquer résolument dans la guerre contre ses frères soviétiques.

Mais cette razzia d'esclaves en Europe occupée coûtera cher aux nazis et à leurs maîtres, les magnats allemands de la finance et de l'industrie. Le plus formidable foyer révolutionnaire va être créé ainsi à l'intérieur même de l'Allemagne.

Ouvriers français qui partez vers les usines allemandes, n'oubliez jamais que vos intérêts sont les mêmes que ceux de vos frères belges, hollandais, polonais, russes, yougoslaves, espagnols et italiens. Ouvriers français, vous allez être en contact avec les ouvriers allemands. Ouvrez-leur les yeux sur les beautés de l'occupation nazie en Europe. Montrez-leur que pour lutter contre leurs exploiters ils ne sont plus seuls, qu'ils auront, dès qu'ils la réclameront, l'aide de tout le prolétariat européen.

Ouvriers français qui allez travailler pour forger les armes du nazisme contre l'Union Soviétique, faites de telle sorte que ces armes soient les plus mauvaises et qu'il en parvienne le moins possible aux ennemis de l'Etat ouvrier.

Non, pas un ouvrier n'acceptera l'esclavage de gaité de cœur. Tous devront s'unir en Allemagne même. Tous devront s'unir pour porter en plein cœur le coup fatal à l'impérialisme allemand.

Vive la fraternisation des ouvriers européens!  
Vive les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe!

## Manifestations de la faim en zone « libre »

MARSEILLE. — Le problème du ravitaillement devient tragique. Les commissions d'armistice raflent à peu près tout ce qui arrive d'Afrique du Nord. Les administrateurs se gorgent et s'octroient des cartes supplémentaires. On voit des maires distribuer elles-mêmes des faux-tickets! Les scandales sont légions. Les « démissions » se multiplient.

ALPES-MARITIMES. — Des délégations de ménagères se sont rendues à la mairie de Cannes, puis à la préfecture des Alpes-Maritimes. A Nice, il y a eu des échauffourées sur le marché.

HERAULT. — En janvier, il y a eu des manifestations de ménagères à Montpellier, à Nîmes, à Sète. A Sète, des heurts violents se sont produits entre la population et les gardes mobiles. Les manifestants ont houspillé le préfet et l'évêque. Darlan a été accueilli au chant de l'Internationale.

LYON. — Fin janvier, 300 ménagères sont descendues de Villeurbanne à la préfecture en criant : « Du pain! Darlan au poteau! A bas le préfet! »

## Les soi-disant « élections » pour les « comités sociaux »

Un peu partout, les patrons poursuivent leur offensive contre les ouvriers, à l'occasion de la constitution des « comités sociaux », prévus par la Charte. Ils essaient de prendre les ouvriers et employés au dépourvu et de leur imposer les « délégués ouvriers » (sic) de leur choix. Partout aussi ils forment une délégation « d'autorité », avec un représentant des familles nombreuses, du groupe sportif, de la sécurité, des assistantes sociales, des jardins ouvriers et — en zone libre — de la légion ; en sorte qu'il ne reste plus rien à décider pour les ouvriers.

Fourrant, ouvriers et même employés parviennent à résister. Par exemple, les employés et techniciens de la S.N.C.A.N., à Paris, rejettent les propositions patronales, imposent 9 délégués au lieu de 7 et, refusant les candidats du patron, élisent en bloc leurs propres candidats. Ceux-ci, à peine élus, attachent au patron une indemnité pour ceux qui sont détachés dans les usines de banlieue.

A Toulouse, les patrons nomment eux-mêmes les « délégués ouvriers » et constituent des « Associations syndicales mixtes » contre les syndicats.

A Lyon, les patrons s'efforcent d'abord de faire entériner leurs candidatures par les ouvriers. Chez Delle, la direction essaie de faire ratifier ses « élus ». Plus des 4/5<sup>e</sup> des ouvriers et techniciens s'abstiennent. Même parmi les cadres, la moitié s'abstient.

Chez Sigma, encore à Lyon, la direction essaie de faire des élections. La liste ouvrière est élue par plus de 530 voix contre 40 aux candidats patronaux et pétinistes. Même échec patronal parmi les employés, parmi les techniciens et même dans la maîtrise.

Chez Bertel, la direction a purement et simplement désigné les « délégués ouvriers » au « comité social ». Et les autres patrons ont suivi l'exemple.

A Marseille, les patrons boulangers et coiffeurs ont créé une véritable corporation, sans se préoccuper des ouvriers. Même le torchon de Belin a dû « protester ».

## Ceux qui affament les Travailleurs

Les Déat, Dumoulin et autres plumeurs aux gages de l'occupant mènent campagne pour l'institution du salaire minimum de 2.500 fr. à Paris, de 2.000 fr. en province. Ils ne trouvent pas de mots assez durs pour stigmatiser les inspecteurs des finances, seuls obstacles, d'après eux, au réajustement des salaires.

La vérité est toute autre. Si les inspecteurs des finances et le gouvernement de Vichy sont effectivement opposés au déblocage des salaires, l'occupant l'est tout autant.

Il y a quelques semaines, une déclaration officielle des autorités allemandes annonçait que celles-ci ne pouvaient autoriser les augmentations de salaires, pour le plus grand bien des ouvriers évidemment! Par ce texte, les occupants se désignaient eux-mêmes comme les affameurs.

Aujourd'hui, ce texte est jugé insuffisant. Les hitlériens ont donc décidé de diminuer les salaires.

Une récente circulaire de la commandantur de Saint-Germain ordonnait la diminution des salaires de tous les ouvriers du bâtiment travaillant dans les chantiers allemands de la région parisienne. En outre, les frais de déplacement ne seront plus remboursés dans beaucoup de cas, les zones sont modifiées. Les conventions collectives de travail sont mises en pièces. Par ailleurs, les allemands s'ap-

prêtent à baisser les salaires des métallurgistes ; des instructions dans ce sens, avec des menaces à la clef, sont déjà parvenues à l'inspection du travail.

Ainsi, tandis que l'augmentation du coût de la vie rend nécessaire et urgent un réajustement général des salaires, c'est une diminution que l'on apporte. Voilà le socialisme de ces messieurs!

Le but de cette politique saute aux yeux. On veut réduire les foyers ouvriers à la famine afin d'obliger les travailleurs français à partir en Allemagne. D'autre part, les pillards hitlériens veulent que les prix de revient restent le plus bas possible afin de conserver les avantages du mark à 20 fr.

Déat, Dumoulin & C<sup>ie</sup>, avez-vous maintenant la pudeur de vous taire?

Les travailleurs sauront riposter à ces mesures ignobles. Dès maintenant, en rejoignant leurs syndicats respectifs, ils imposeront, par leur union, l'abrogation des « diktats » iniques.

### QUI TIRE LES FICELLES ?

Le Rouge et le Bleu, de Spinasse, engeule Déat et les domestiques trop diéridetés de Hitler. Spinasse est pur et opposant. Mais d'où vient qu'il passe si bien à travers la censure? Visiblement parce que Hitler essaie de faire diversion.

## Procès contre la classe ouvrière

Tout le monde a compris le sens du procès ridicule qui se tient actuellement à Riom. La partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie française fait le procès de la bourgeoisie libérale. Pourquoi? Parce que les « libéraux » ont déclenché la guerre? Parce qu'ils n'ont pas su ensuite la mener? Non, avant tout parce que Daladier et Blum, c'est le Front Populaire, 1936, souvenir d'un temps où les ouvriers étaient unis, forts comme jamais ils ne l'avaient été.

Ce procès est issu du désir de vengeance de la Réaction. A travers les anathèmes contre Blum et Daladier on retrouve la haine de l'aurier, la haine de « l'occupant » de 1936.

Aussi ce procès, camouflé sous le prétexte qu'il faut juger les responsables de la défaite, est-il déjà nul et non-venu pour le peuple de France.

En faisant le procès de 1936, nos gouvernants font, sans le vouloir, le procès de leur soi-disant « socialisme ».

# LES MINEURS A L'ACTION

# UNE VOIE SANS ISSUE

## En France

La terrible catastrophe de La Chanat, près de Saint-Etienne, où 63 mineurs ont trouvé la mort, a été l'occasion, pour le gouvernement, de grandiloquentes tartuferies : discours officiels, minute de silence, coups d'ostensoirs et funérailles à grand fla-fla, rien n'a été épargné aux mineurs.

Ceux-là n'ont pas été dupes. Ils voient les patrons s'en donner à cœur-joie, maintenant que les syndicats sont vendus ou paralysés. Partout, le patronat minier rogne sur les mesures de sécurité pour augmenter son profit et diminuer ses frais. Le boitage est insuffisant. Le contrôle n'est fait qu'après coup. Aussi pas un jour sans accidents, et souvent des accidents mortels.

Telle est la situation, par exemple, aux mines d'Aix, qui ont l'honneur de compter le général Dentz parmi leurs actionnaires. Comme les mines occupent 5 étrangers sur 6 ouvriers, le patronat se sent plus fort encore qu'ailleurs. C'est ainsi que dans ces mines il n'y a d'infirmerie qu'à plusieurs kilomètres et nombre de blessés meurent en route. — A signaler que dans ces

mines les salaires sont effroyablement bas : 9 fr. par benne (60 kgs de charbon). — De plus, on retient aux mineurs, sur leur paye, l'huile pour le moteur du marteau-pique, etc.

Les mineurs du Gard ont obtenu, par leurs protestations, le passage de leurs communes dans la catégorie des communes urbaines. Mais les rations supplémentaires ne leur sont données ni le dimanche, ni quand ils sont absents de la mine (par exemple s'ils sont malades).

Partout les mineurs protestent, grondent, s'organisent et préparent la lutte :

- 1°. — Pour le ravitaillement : que les tickets soient honorés.
- 2°. — Pour des vêtements et chaussures de travail.
- 3°. — Pour des mesures de sécurité.

C'est sur ces mots d'ordre que les mineurs de La Chanat sont entrés en grève il y a quelques jours. Ils savent qu'ils ne peuvent compter que sur leur force organisée.

## En Belgique

(Article extrait du journal La Voie de Lénine, organe central du Parti Communiste Révolutionnaire, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale).

La première quinzaine du mois de janvier a été marquée, au Borinage, par toute une série de grèves et de mouvements de résistance dans les charbonnages.

La plupart de tous ces mouvements, faut-il le dire, ont leur origine dans l'insuffisance du ravitaillement. On ne distribue rien dans les charbonnages, sauf du tabac et du savon une fois par mois. Les mineurs doivent descendre dans la mine avec des rutabagas et des légumes sans graisse dans l'estomac et une maigre mallette pour la journée. Toutes les semaines, ils doivent s'absenter pour aller chercher des pommes de terre dans les Flandres ou du blé en France. Ils se font souvent confisquer ce qu'ils ont trouvé à chers deniers, au prix de grandes fatigues, et à force de supplications chez le paysan. Ceux qui achètent sur place payent la farine à 50 fr. le kg., les pommes de terre à 15 fr., le beurre à 200 fr. l.

Le mouvement a commencé au Grand Hornu par une grève de 3 jours. De là il s'est propagé dans tout le bassin. Au puit n° 17 (Héribu) du Levant, à Flénu, les mineurs ont fait une grève d'une heure avant de descendre, pendant trois jours. A l'Epette, à Quaregnon, grève de deux jours pendant la première

semaine de janvier et d'un jour la semaine suivante. Au puit du Nord du Rieu, à Flénu, grève d'une journée. Au puit n° 28 des produits, à Flénu, grève d'une journée.

Une délégation s'est rendue auprès de l'autorité allemande. Celle-ci répondit qu'elle ne pouvait rien faire pour les mineurs, qu'ils devaient attendre... La prochaine récolte de pommes de terre. Pour enrayer le mouvement, la feldgendarmerie procéda à des arrestations arbitraires. A certains puits, elle arrêta jusqu'à 20 ouvriers et les envoya dans un camp de travail à Charleroi.

Les nazis se trompent s'ils croient pouvoir mater les ouvriers par ces moyens. Quel bain, quel camp de concentration pourrait faire peur à celui qui doit travailler dans de telles conditions ?

A la terreur nazie, les mineurs répondront par un redoublement de résistance. Les nazis ne peuvent pas emprisonner tous les mineurs. Ils ont besoin du charbon belge pour leur guerre.

Si les mineurs savent organiser leur résistance, ils feront plier l'autorité allemande.

En créant partout des comités de puits et des comités régionaux, en reliant ces comités par une organisation nationale illégale, ils pourront mieux coordonner leurs efforts et préparer la grève générale des mineurs, seul moyen vraiment efficace pour faire triompher leurs revendications.

## LETTRE D'ALLEMAGNE

Nous reproduisons ici une lettre d'un sympathisant, ouvrier français travaillant en Allemagne. Cette lettre, naturellement, nous est parvenue par voie illégale. Nous la lisons sans correction aucune, en supprimant simplement des passages qui ne se rapportent pas au principal sujet lui-même.

Parti de Paris le... dans des conditions particulièrement mauvaises (un voyage en convoi, sans nourriture pendant deux jours), nous sommes arrivés dans un grand centre de rassemblement situé dans la banlieue de Berlin. Le matin, les racleurs des grandes usines viennent chercher leur bétail et nous conduisent à nos usines respectives. Nous arrivons dans notre camp : une dizaine de baraques dans un terrain vague. Dans chaque baraque, six chambres de 18 gars, sans eau, ni w.-c., ni cuisine. Il faut, en rentrant d'une journée de 11 heures, allumer le feu, chercher de l'eau et faire sa cuisine sur un poêle de chauffage à dix-huit.

Les premiers jours sont particulièrement durs sans carte d'alimentation et mangeant à la cantine soupe à midi et soir. Vers le milieu de la semaine nous commençons à travailler à l'usine.

Le travail commence à 6 h. 15 (nous nous levons à 5 h. 30) ; de 9 h. 15 à 9 h. 30 première pose pour le petit déjeuner à la cantine ; de 12 h. à 12 h. 30, déjeuner ; puis, de 15 h. 45 à 16 h., goûter. La journée se termine à 18 h. 15.

Le travail est, en général, assez facile, mais les salaires sont loin de ceux prétendus en France : le salaire d'un très bon ouvrier est de 1,50 mark ; mais la majorité des ouvriers de la métallurgie ne gagnent pas plus de 1,20 mark. Ce serait presque suffisant s'il n'y avait pas des impôts si formidables : pour un salaire de 90 marks par semaine, qui est un maximum, l'on enlève 20 marks pour un homme marié et 30 marks pour un célibataire, c'est-à-dire 1/3 du salaire.

Voici maintenant quelques prix de marchandises courantes :

Pain blanc, pour un travailleur de force, 430 gr. par jour	12 »
Pain noir (id.)	6 »
Sucre, 200 gr. par semaine	7.20
Viande, 600 gr. — le kilo	100 »
Bière	5 »
Ticket de métro	5 »
6 cigarettes (on n'en trouve plus)	6 »

En l'espace d'une semaine les cigarettes ont doublé de prix et valent 2 fr. pièce. Lorsqu'on couche au logement c'est 1/3 du salaire. Les vêtements et les meubles sont hors de prix et l'on ne trouve plus rien dans les magasins. Comme tu le vois la vie est assez dure.

Mais combien est grand le réconfort de voir l'évolution du prolétariat allemand. Je puis te dire que je ne regrette pas d'être venu ici, c'est l'endroit le plus indiqué de l'Europe où l'on puisse aller (quelle expérience, quels espoirs !).

Ici sont réunis des ouvriers de tous les pays : Belges, Polonais, Espagnols, Italiens, Hollandais.

On voit cette chose extraordinaire : des militants que la répression a touchés qui se terrent et l'ouvrier qui prend conscience du fait de la situation, qui discute et progresse avec une rapidité étonnante. Mais la loi du silence et du mensonge existe toujours et c'est le principal obstacle à vaincre ; rendre la confiance par l'information, pour rompre l'isolement de chacun, car si chaque travailleur des différents pays a son expérience, il existe d'abord très peu de rapport avec les autres travailleurs, et ensuite il n'existe rien pour donner à tous l'expérience de chacun.

C'est la première chose à créer.

## 24<sup>e</sup> anniversaire de l'armée rouge

1918. La révolution prolétarienne avait triomphé. Mais la bourgeoisie russe, soutenue par le capitalisme international, n'avait pas désarmé. Français et Anglais à Arkhangelsk, Allemands dans les pays Baltes, en Pologne et en Russie Blanche, Français sur la Mer Noire, Anglais au Caucase, troupes blanches de Kolchak, de Younditch, de Denikine, de Wrangel, Japonais en Sibirie Orientale, bandes de Tchecoslovaques blancs sur la Volga, attaquaient le premier Etat ouvrier.

Tout semblait perdu. Simbvisk, Kazan tombaient à l'ennemi. La route de Moscou semblait ouverte.

Mais sur les ruines de l'ancienne armée tsariste effondrée se levait la jeune Armée Rouge. Créée et dirigée par Léon Trotsky, elle arrêta les blancs à Svijask. Chef infatigable, Trotsky, dans son train, courait d'un front à l'autre, galvanisant les énergies, châtiant les faiblesses et fâchant des combattants L'Armée Rouge l'emporta. Pourquoi ? Parce que c'était une armée révolutionnaire, se battant pour le communisme, pour le prolétariat international.

Aujourd'hui, l'Armée Rouge se trouve dans une situation aussi critique. Elle s'oppose avec énergie à l'avance allemande. Elle a même réussi, à la faveur de l'hiver, à enrayer cette avance et à prendre l'offensive. Mais ses dirigeants, stalinisés, ont renoncé à la propagande révolutionnaire, ont voulu avoir en mains une armée nationale, défendant un pays et non un régime. Les masses soviétiques, cependant, savent qu'elles luttent avant tout pour sauvegarder les conquêtes d'Octobre 1917 et elles apportent à l'Armée Rouge une aide farouche. A la canence des généraux carriéristes, issus des couches bureaucratiques parvenues, elles opposent l'énergie communiste. Pour vaincre, l'Armée Rouge de 1942 doit redevenir l'Armée Rouge politique, communiste, internationaliste de 1918 : elle doit balayer les chefs incapables et les remplacer par des combattants éprouvés ; elle doit liquider le stalinisme qui a affaibli l'U.R.S.S. et revenir à Lénine et à Trotsky.

Elle doit trouver en nous un appui complet. Le second front que Staline sollicite de la bourgeoisie impérialiste d'Angleterre et d'Amérique, c'est le prolétariat mondial qui doit le créer en luttant partout pour arracher de meilleurs salaires, pour donner le pouvoir aux Comités ouvriers et paysans. Toutes nos pensées, toutes nos forces doivent se tendre pour faire de la « campagne de printemps » des nazis un nouvel échec, encore plus grave que celui de cet hiver.

**Toulouse.** — Les municipalités socialistes ayant été déchues, on enlève maintenant leur travail aux employés municipaux nommés par elles. La misère est lourde (les salaires de 7 et 8 fr. sont courants).

Notons qu'on a déboulonné, la nuit, la statue de Jean Jaurès pour l'emmener à la ferraille (bien entendu, celle de Jeanne d'Arc continue à trôner !).

**Lyon.** — Herriot est maintenant remplacé par Viliers, membre de la Chambre patronale de la métallurgie : c'est tout un programme.

## Encore un trotskyste

### qu'il faudra venger

Nous apprenons que notre camarade Marius NOPERE, de Cuesmes (Belgique), est mort dans un camp de concentration en Allemagne.

Arrêté le 22 Juin, il avait été interné à Huy, puis transféré en Allemagne. Ouvrier métallurgiste, Marius Nopere fut un membre fondateur du P. S. R. Trésorier de la section de Cuesmes, il fut un des pionniers de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le Borinage. Il laisse une femme et un fils de 17 ans. Nous nous inclinons devant la tombe de ce vaillant combattant de la révolution et devant la douleur de sa veuve et de son fils.